



Agir par la Culture

2017

{ANALYSE #15}

GRÈVE DU 10 OCTOBRE

MALAISE SYNDICAL OU MALAISE MÉDIATIQUE ?

Marc Sinnaeve

*Administrateur de Présence et Action Culturelles et
membre du Comité de rédaction d'Agir par la Culture*

MALAISE SYNDICAL OU MALAISE MÉDIATIQUE ?

.....
Marc Sinnaeve

Administrateur de Présence et Action Culturelles et
membre du Comité de rédaction d'Agir par la Culture
.....

Le 10 octobre dernier, une éternité selon les paramètres des flux permanents de la société globale de l'information, c'était « jour de grève ». Un arrêt de travail partiel de la Fonction publique et dans les entreprises publiques autonomes s'offrait aux bons soins de la couverture médiatique. À ses cadrages. À son lexique. À ses jugements. À ses choix éditoriaux, en somme. Tous parfaitement légitimes en soi. S'ils n'étaient exclusifs, excluants et, par conséquent, excessifs. Excédants, surtout. À l'instar de leurs précédents. Le « malaise syndical » évoqué par le médiatique ne serait-il pas plutôt un malaise médiatique vis-à-vis du syndical ?

La pertinence d'une grève ne se mesure pas seulement à la capacité d'obtenir gain de cause dans les jours qui suivent. Ou, en cas d'action dans le secteur public, de faire changer de politique le gouvernement, patron et pouvoir subsidiant des services publics. A fortiori quand celui-ci peut se prévaloir, à l'appui de sa propre action budgétaire et socio-économique, du cadre européen et de politiques analogues menées par d'autres autorités publiques nationales. Dans un rapport social défavorable aux organisations syndicales depuis la fin du plein-emploi et de la période fordiste-keynésienne (1945-1975), ce que peut un mouvement de grève, ce n'est donc jamais, ou peu s'en faut, un « résultat » immédiatement tangible et synonyme de succès de la mobilisation.

C'est pourtant bien un des reproches que les éditorialistes de la *Libre Belgique* et du *Soir* ont formulé, de concert, dans leurs éditions respectives du 10 octobre dernier à l'adresse de la Centrale générale des services publics (CGSP) de la FGTB qui organisait, ce jour-là, un arrêt de travail de ses affiliés : l'un pour déplorer des « *blocages intempestifs qui n'ont aucun impact sur le gouvernement* », l'autre « *une grève pour faire pschitt* », dans la mesure, écrivait-elle, où l'action « *pourrait ne pas gêner pas grand monde. En tout cas pas le gouvernement de Charles Michel qui a résisté à du bien plus lourd en début de mandat et tient bon depuis, contre des vents et des marées de plus en plus légers* ».

L'EXPRESSION « GRÈVE POLITIQUE » N'EST NI UNE INCONGRUITÉ, NI UN DISQUALIFIANT

Pareil propos relève, bien entendu, de la liberté d'opinion propre au genre de l'éditorial. Et c'est tant mieux, au fond, qu'il s'exprime, à chaque fois, aussi clairement et aussi semblablement; il y a au moins une grande cohérence dans les positions des deux quotidiens. Le parti-pris est manifeste, l'instruction se fait exclusivement à charge. Pas seulement dans la substance du discours et des contenus. Mais aussi dans le lexique. Ainsi dans le passage précité du *Soir*: le choix des mots traduit (trahit?) un retournement de sens du rapport social à l'œuvre. Ce ne sont plus les agents mobilisés du service public qui sont confrontés aux contre-réformes gouvernementales, et qui, en tant que tels, apparaissent défendre non seulement *leurs* droits, mais aussi ceux de *tous* quand, au niveau politique, on déconstruit les grands équilibres de l'État social, en particulier la dynamique socialement redistributive du financement et de l'accès aux services publics. C'est, à l'inverse, le gouvernement fédéral qui est dépeint dans une position de « résistant » expérimenté, sorte de marin au long cours qui sait affronter le gros temps. Tandis que les grévistes et leur organisation représentative font, eux, figures d'assaillants en quelque sorte, puisqu'ils sont assimilés, sur le mode de la négativité sociale, à « des vents et marées » contraires.

Au passage, le registre lexical emprunté « naturalise » un conflit de portée à la fois sociale ou socio-économique ainsi que résolument *politique*. Le terme mérite qu'on s'y attarde. Le discours public autour de la grève du 10 octobre a mis en cause, précisément, le caractère politique de la grève, qui ferait partie, aux yeux de ses détracteurs, d'une stratégie globale d'opposition de la gauche. Si on a bien affaire à une grève politique, ce n'est pourtant pas au sens *partisan* du qualificatif, ni, par conséquent, au sens d'une volonté partisane d'affaiblir la majorité gouvernementale. C'est au sens de la capacité syndicale de peser sur la prise de décision au sein du champ politique, ainsi que sur les relations des acteurs qui en font partie. Vu sous cet angle, tant les organisations syndicales que leurs interlocutrices patronales font en permanence de la politique, puisqu'elles cherchent l'une et l'autre, dans le rapport de conflictualité qui les oppose, à avoir l'oreille du pouvoir politique, d'influencer celui-ci ou de lui résister.

Plus fondamentalement encore, ce qui est politique, c'est une conception de la société au sein de laquelle s'affirme la capacité de chacun et de tous à agir, à décider, à participer à une action de transformation émancipatrice... À rebours d'une conception où ce sont les seuls dirigeants économiques et politiques qui agissent, les uns en impulsant le cours des choses et des marchés, les autres en s'efforçant d'y faire correspondre toujours plus leurs décisions.

C'est pour ce motif que l'expression « grève politique » n'est ni une incongruité, ni un disqualifiant.

IL Y A PROBLÈME QUAND LES MÉDIAS PRENNENT LEURS PROPRES CRITÈRES DE FONCTIONNEMENT POUR MESURE-ÉTALON DU RÉEL

Et c'est à l'aune de ce moteur intrinsèquement politique, justement, que l'efficacité d'une grève peut (ou doit) être mesurée. Et non dans un jugement exclusivement de court-terme et de pure visibilité d'actualité. Céder à cette tentation, c'est faire reposer l'«évaluation» de la pertinence du mouvement social sur des critères proprement médiatiques : la survalorisation de la réactivité et de l'immédiateté, par exemple, ou l'obligation de résultats à laquelle doivent se plier, en permanence, les journalistes de *news*.

Les contraintes de travail du journalisme contemporain dans les grandes (ou moins grandes) entreprises médias, de ce point de vue, ne diffère pas de celles de salariés d'autres entreprises : de part et d'autre, le management pousse sans cesse plus le personnel à s'adapter à des rythmes concurrentiels en accélération constante. Le problème spécifique surgit, à vrai dire, quand les médias érigent le court terme non plus seulement en norme de leur propre fonctionnement, mais aussi en déterminant principal de leur lecture, fortement prescriptive, de ce que doit être le cours normal des choses. Par exemple, celui d'une stratégie syndicale : celle-ci se doit d'être payante, efficiente dès J + 1. Ils versent alors, sans nécessairement s'en rendre compte, dans l'autoréférentialité : ils prennent leurs caractéristiques spécifiques pour mesure-étalon de toute chose.

C'est bien en ce sens que le sociologue Pierre Bourdieu conclut, dans ses analyses, à l'emprise croissante du champ médiatique sur les autres champs sociaux (économique, politique, culturel, politique, scientifique, syndical...) : en couvrant leur actualité, il tend à imposer aux agents de ces champs ses propres normes de reconnaissance et de légitimité, au détriment des normes internes au champ considéré telles qu'elles sont produites par le jeu des interactions et des négociations entre acteurs du champ.

Il résulte de ceci que l'efficacité d'une grève, donc, peut (ou doit?) être estimée, aussi, voire surtout, à sa portée à moyen et plus long terme. Dans quelle mesure la pression qu'une action sociale de protestation exerce sur le moment même n'incite-t-elle pas l'autorité visée (un ministre, un gouvernement ou un directeur de société) à «retenir ses coups» par la suite, à infléchir sa position davantage qu'il ne l'aurait fait en l'absence de pression exercée par la grève ? Qui le sait ? Qui peut le dire ou l'infirmier avec certitude ? Nos éditorialistes, apparemment, dans leur propre empressement.

COMME DIT LE POÈTE, « LE MONDE MENTAL MENT, MONUMENTALEMENT ». OU SE MENT.

De même, dans quelle mesure le caractère limité d'une action sociale, qui n'est suivie que par une partie des affiliés d'une seule centrale syndicale, ne parvient-il pas, malgré tout, tôt ou tard, à emporter l'adhésion, dans ses

motivations, des membres d'autres syndicats et de non-syndiqués ? On parle ici de l'adhésion de celles ou de ceux qui, bien que ne faisant pas grève (par manque de « culture » syndicale ou à défaut d'un sens de l'urgence), se disent ou se sentent également préoccupés et en phase avec les agents grévistes. Car elles et ils aspirent, autant que les cheminotes, les postières ou les infirmiers, à des transports en commun performants, à du courrier livré à temps, à des lits et des soins d'hôpital disponibles en nombre et en qualité.

C'est ce qu'a très bien montré un sujet, exceptionnel à plusieurs égards, diffusé, le 10 octobre, dans *Vews*, le nouveau rendez-vous d'information de fin de soirée de la télévision publique : l'initiative d'une infirmière et enseignante dans une école d'infirmières, qui, s'étant elle-même mise en grève et plutôt que d'aller manifester, a choisi de poster sur Facebook une réflexion en forme de cri d'alarme sur la dégradation continue des conditions d'exercice de son métier en raison des limitations budgétaires insoutenables de la ministre fédérale de la Santé publique.

La médiatisation de la parole de « Marie », très agréablement mise en forme de surcroît, fait figure, à nos yeux, d'une oasis de fraîcheur et de vérité dans le désert. Non pas un désert de mensonges, bien entendu : tous les journalistes mobilisés ont fait leur travail avec le plus grand soin, du moins dans le cadre professionnel et mental où ils sont amenés à opérer. Mais, comme dit le poète, « *le monde mental ment, monumentalement* » (Jacques Prévert). Ou se ment... Ainsi le journalisme (trop) pressé se ment-il lorsqu'il se met, dans sa pratique, des œillères qui le privent d'autres visions du réel que celle, restreinte, qu'affiche devant ses yeux la direction de sa course en avant. D'une certaine manière, tout se passe comme si les cadences de travail, en « réactivité » croissante, des journalistes et des médias d'actualité les conduisaient à piloter l'information le nez collé au pare-brise tant la vitesse est élevée. Ce qui leur ôte toute vision latérale. Or, les risques de dérapage viennent en général des points aveugles de la conduite. Bien des animaux le savent, que les lois de l'évolution ont doté d'un regard latéral, si pas arrière, pour les protéger de leurs prédateurs...

L'évolution du journalisme n'est pas terminée. Heureusement...

LA PAROLE SOCIALE ÉTOUFFÉE PAR LE BRUIT PARASITE D'UNE INFORMATION DE RADIOGUIDAGE

Le cas de l'infirmière Marie le montre : un arrêt de travail, a fortiori s'il est sectoriel ou interprofessionnel, est aussi l'occasion de faire entendre, dans le débat public, des oppositions, des revendications, des argumentations, des propositions, qui ne trouvent pas à s'exprimer autrement. Encore faut-il qu'elles soient répercutées dans l'espace public, avec la distance critique de rigueur, cela va de soi...

Que peut-on tirer comme enseignement du traitement médiatique et des cadrages journalistiques¹ de l'action syndicale du 10 octobre de ce point de vue ?

1. Le traitement médiatique, c'est le mode de communication général, incluant des choix de formes, de formats, de tons, de termes et de dispositifs, au travers desquels l'ensemble des sujets et énoncés réalisés par des journalistes se trouve donné à lire, voir ou entendre aux différents publics. Les cadrages, ce sont les cadres de lecture des faits d'actualité donnés à lire, voir ou entendre à partir des types de perception, de référence ou de croyance que mobilisent les journalistes, plus ou moins inconsciemment, dans leurs processus de sélection et d'interprétation de ce qui va constituer l'actualité. Ces cadres interprétatifs, issus tant de la doxa de l'époque que de la mémoire anthropologique de l'humanité, sont fortement intériorisés dans l'imaginaire de tout un chacun et, donc, aussi chez les journalistes.

Ceci d'abord : la « distance critique » de la plupart des médias et des sujets d'information réalisés a été telle qu'elle a rendu les paroles de la contestation sociale pour ainsi dire inaudibles. Car noyées dans le bruit parasite d'une information majoritairement de radioguidage. Ou étouffées, ici, par la contre-offensive virile du chef du gouvernement fédéral contre les « *preneurs d'otages* », et, là, par les chiffres « captivants » du coût de la grève estimé par la FEB. Sans que ni le calcul, ni la saillie verbale ne suscite le moindre questionnement journalistique...

Ce manque de recul à l'égard d'une parole de pouvoir n'est même plus surprenant, dans la mesure où cette parole épouse un sens commun de l'époque. Lequel sens commun est, justement, en tant que tel, le cœur, la source ou la matière même des cadrages journalistiques : la formule de la « prise en otage » renvoie aussi bien à la supposée violence de l'organisation syndicale à l'égard des usagers, qu'au tout autant supposé effet de surprise prenant les mêmes usagers au dépourvu (et accentuant du même coup le degré de violence). Ceci à rebours de la réalité, dès juin dernier, des avertissements, des mises en garde et de la durée couverte par le préavis de grève de la CGSP, qui se sont heurtés à des fins de non-recevoir. Souvent porteuses de stéréotypes, de lieux communs, d'idées reçues, les représentations du monde auxquelles ces cadrages donnent lieu viennent contaminer peu à peu la perception du monde réel. De là naissent des « *effets de second degré* », montre bien le sociologue des médias Érik Neveu, parmi lesquels le *mainstreaming*, c'est-à-dire la croyance, dans une partie de la société, en ces représentations et l'incapacité à s'en distancier de façon nette. Ces effets secondaires variant selon la position sociale occupée, les réseaux relationnels et les ressources culturelles disponibles.

Dans son dernier ouvrage, Grégory Derville explique bien comment, de la sorte, les médias en arrivent, sans même le vouloir, à façonner « *un univers idéologique dans lequel les thèmes de discussion sont jugés plus ou moins légitimes, des comportements ou des opinions sont valorisés ou stigmatisés, des interprétations du réel sont considérées comme de bon sens ou comme absurdes* ». Le type de question qui n'est pas posé dès lors – qui ne l'est jamais et qui, pensons-nous devrait l'être – dans les micros-trottoirs, les micros-voitures et autres interviews, c'est : « Dans quelle société vivons-nous ? » et/ou « Quelle société voulons-nous ? ». Une société plus juste ? Ou une société plus compétitive ? Une société plus reliaute ? Ou une société qui libèrent davantage encore les énergies (ou pulsions) consuméristes ?

Dans l'ensemble de la couverture de presse réalisée par la *Libre*, le *Soir* et l'*Écho*, les raisons de la grève du secteur public, du point de vue du syndicat organisateur, ne seront abordées que de manière secondaire en regard de l'attention consacrée aux « perturbations » ou au « lourd impact » attendus. Soit, en moyenne, une demi-page sur le total du volume utilisé. C'est peut-être d'autant plus frustrant, du point de vue des lecteurs, que ces sujets-là étaient tous d'une clarté et d'une précision remarquables. À l'instar de l'article « Quel traitement Michel réserve-t-il vraiment à la fonction publique ? » dans l'édition week-end de l'*Écho*. Ou encore de l'encadré publié par le *Soir*

sur « *un sous-investissement public d'un quart de siècle* » (10 octobre), rappel plus qu'utile mais un peu trop bref, du remarquable cahier que le quotidien bruxellois avait consacré à la question début 2016, en pleine « affaire » des tunnels bruxellois.

LE GOUVERNEMENT DÉCIDE D'ABORD ET LANCE SEULEMENT ENSUITE LES CARTONS D'INVITATION À LA CONCERTATION SOCIALE

Ces appréciations ne sont pas des précautions oratoires visant à « équilibrer » la critique médiatique à l'œuvre ici. Elles soulignent que les moyens existent d'élaborer une information « autre » sur les enjeux de la grève : une information plus riche et plus éclairante dans ses contenus que les commentaires abrupts à destination des « automobilistes-travailleurs-ennuyés » par la « *stratégie bête et méchante* » du syndicat socialiste.

Pourtant, l'argument de Charles Michel selon lequel la CGSP serait partie en grève avant de laisser sa chance à la concertation avec les ministres concernés est plus que discutable. Est-ce vrai ? Est-ce faux ? Les deux, mon capitaine ! Depuis son entrée en fonction, le procédé est le même : le gouvernement fédéral conservateur (comme on ne le qualifie qu'à l'étranger...) rend public ses choix et ses décisions, à la suite de quoi, seulement, il invite les représentants syndicaux à discuter des modalités d'application de mesures déjà « blindées » dans leur principe. Il y a donc bien volonté de concertation de la part de ce gouvernement, mais, quand l'essentiel est déjà décidé, elle ne peut plus porter que sur les marges. Ce faisant, l'exécutif fédéral manipule à la fois le dialogue social et les mots.

Mis devant le fait pratiquement accompli, les représentants syndicaux ont pour seule alternative d'accepter l'invitation, dans l'espoir de pouvoir malgré tout limiter les dégâts, ou de décliner vu le changement unilatéral des règles du jeu. Quitte, dans ce dernier cas de figure, à passer pour ceux qui refusent la concertation. Celle-ci n'ayant pas lieu ou, alors, en l'absence d'un acteur de premier plan, le gouvernement et ses porte-parole ont beau jeu de dénoncer les bouteurs de feu social et leur propension « *quasi pavlovienne* » à se mettre en grève, au détriment de la concertation.

On est moins, ici, on s'en rend bien compte, dans une opposition politique d'intérêts et d'opinions, que dans une guerre de positions et de mots. Jeu à l'égard duquel le monde médiatique est plutôt bien disposé. Ce qui est en jeu, précisément, c'est la capacité des marchands de paroles (politiques et médiatiques) de forger et de faire infuser, dans le corps social, une perception de la « première impression » : la puissance de pénétration de la chose première(ment) diffusée est telle, montrent les expériences scientifiques en la matière, que la « vérité » première qui s'installe dans les esprits y demeure ancrée, de façon pour ainsi dire indélébile. Et ce quels que soient les nuances, les démentis ou les points de vues différents ou contraires qui puissent s'exprimer sur le même sujet par la suite.

Cela met d'autant plus en exergue la question de la responsabilité sociale de l'information, des journalistes qui construisent celle-ci, et des médias qui la diffusent...

LE GRAND CLASSIQUE MÉDIA-ROCK DE « L'USAGER PRIS EN OTAGE », AVEC INTRO BASSE-BATTERIE

En télévision, la veille de la grève, le journal télévisé de 19 heures de RTL-TVi y allait de quatre à cinq sujets sur les « perturbations de la grève ». Le cadrage de l'usager pris en otage (l'étudiant ayant la cote depuis les grèves de fin mai-début juin 2016) est le grand classique du genre. Programmé sans surprise, à la façon du morceau de gloire d'un groupe rock en concert, que tout le monde attend et reprend en chœur. Avec intro basse-batterie version *hard*. Cette fois, il a été joué dans un *medley* incluant la plainte de la fermeture du « maudit » viaduc. « Bonne nouvelle », enchaînera un envoyé spécial sur la ligne de front à Hermann-Debroux pour annoncer, quasi triomphant, que les navettes Express des TEC Brabant wallon seraient bien en fonctionnement, elles, le jour de la grève. Bonne nouvelle pour qui ?

Dans la *play-list*, on aura aussi entendu les points de vue de quatre à cinq directeurs de services publics concernés et d'autres instances (SNCB, TEC, STIB, Union des classes moyennes et directions d'école). La CGSP, elle, via deux ou trois de ses membres qui s'activaient aux préparatifs de la grève, aura juste le droit de faire découvrir aux téléspectateurs de la chaîne les « créations » d'objets symboliques destinés à animer les défilés syndicaux du lendemain : sorte de séquence « macramé » qui n'était pas loin d'infantiliser les personnes filmées.

C'est un choix éditorial, dira-t-on. Complètement libre, certes. Rien à redire. La déontologie professionnelle est respectée. Du point de vue de la responsabilité sociale des médias d'information et de leur indépendance, en revanche, on repassera : les cadrages journalistiques sont pratiquement toujours les mêmes, partout et tout le temps, à chaque grève du secteur public ou/et des agents de la SNCB. Les conflits du rail sont même devenus, au fil des ans et des actions syndicales, un dossier symbolique de l'information de « grève » : une sorte de mode d'emploi journalistique pour le reportage de grève... dans les services publics et, plus spécifiquement encore, dans le secteur des transports en commun.

LA SOCIÉTÉ GLOBALE ET LIQUIDE DE L'INFORMATION, SES FORT KNOX VIRTUELS ET SES RÉSERVES DE DATAS D'OR

Allez savoir pourquoi, une manifestation ou un débrayage du personnel hospitalier ou enseignant bénéficie davantage de la mansuétude médiatique. Le témoignage de l'infirmière Marie en est un indice. De même, une grève « spontanée » qui accompagne la fermeture d'une grande entreprise (type Caterpillar) ou un plan de restructuration de grande ampleur (type Delhaize

ou ING) peut-elle compter sur une réelle compréhension quant aux motifs de la grève. Voire sur de la bienveillance pour le personnel « touché ». Parce qu'il s'agit d'actions menées par des « victimes », sortes de barouds d'honneur de salariés désespérés sous le choc ? Ou de « grèves de pauvres », comme le suggérait, il y a trois ans déjà, un texte collectif proposé pour publication (et refusé) à la *Libre Belgique* ? Ou encore de « luttes de perdants », comme le pointe, de son côté, l'historien Enzo Traverso ? Dans tous les cas, elles apparaissent dans un rapport de tension claire avec les « grèves de riches » que serait, pour l'essentiel, toute grève d'agents du secteur public supposés « protégés » par leur statut, « privilège » qu'ils s'acharneraient à vouloir défendre au mépris des situations infiniment moins « confortables » des salariés du privé.

Ou l'indulgence médiatique serait-elle plutôt le fait de ce que la mobilisation sociale, dans ces cas de figure, n'ennuie ni ne bloque les mouvements de personne ? La mobilisation sociale, donc, mais sans l'immobilisation ! La mobilité serait-elle, dès lors, la vache sacrée ou le totem révéral de la *société globale de l'information* baptisée en 1995, à Bruxelles, par le G7 ? Avec ses flux de circulation libérés de toute entrave, son organisation liquide et flexible *déverticalisée*, ses data stockés dans des Fort Knox virtuels comme une nouvelle réserve d'or de la richesse planétaire appelée, facebookisée, uberisée...

Soit tout l'inverse de la société « préhistorique » de l'État social, et de ses institutions territorialisées, de ses lents processus de délibération, de ses services publics à l'organisation indécrottablement pyramidale, de ses mécanismes et régulations rigides, de ses syndicats en blocs durs et aux pratiques si désespérément peu innovantes. « *Tout change en ce bas monde. Sauf la manière dont le syndicat socialiste proteste* », se désole, de façon symptomatique, Francis Van de Woestyne dans la pourtant très vénérable, elle aussi, *Libre Belgique*.

LA LUTTE CONTRE LA DÉGRADATION DES COMPTES PUBLICS PLUTÔT QUE LA LUTTE CONTRE LA DÉGRADATION DES STRUCTURES ET DES SERVICES PUBLICS

Le 9 octobre, revenons-y, le JT de la RTBF n'a, quant à lui, consacré... aucun sujet à la grève du jour suivant. Il y avait pourtant, dans ce journal, un « tremplin » idéal. Il a même fait l'ouverture : la décision du président du Tribunal de première instance de Bruxelles, d'interdire l'accès aux salles du palais de Justice où on entrepose les pièces à conviction des affaires criminelles. Motif ? L'insalubrité desdites salles. Angle ? Colère à peine retenue dudit Président à l'encontre de l'incurie des pouvoirs publics. Au-delà ? Rien.

Le sujet illustre et traduit pourtant de manière terriblement concrète les conséquences du sous-investissement global, depuis des décennies, dans l'entretien des infrastructures publiques. Leur état s'est détérioré à mesure que les politiques budgétaires ont mis davantage l'accent sur la « nécessaire » réduction des dépenses publiques. La règle d'or de l'équilibre budgétaire et la lutte contre la dégradation des comptes de l'État primant sur la règle

d'argent de la relance économique par les investissements publics, et sur la lutte contre la dégradation des structures et des services publics. Soit l'objet même de la grève du lendemain.

Il y avait donc bien matière à associer aux événements couverts une chaîne basique de causes et d'effets potentiellement porteuse de sens.

Pourquoi ne l'a-t-on pas fait? Pourquoi semble-t-on s'interdire, dans l'information d'actualité, toute « montée en généralité » ou toute « problématisation » : on entend par là une traduction d'expériences de vie personnelles ou de faits particuliers en *problèmes publics*? C'est-à-dire des questions qui interrogent et concernent la société dans son ensemble. Par manque de connaissance générale ou/et spécifique? Par incapacité d'analyse politique? Parce qu'il faut ne pas ennuyer le public ou, plus grave, l'audience, avec ce genre de considérations politiques? Parce qu'il serait « médiatiquement incorrect » ou « idéologiquement militant » de mettre en lumière, de façon explicite, le lien causal entre une politique budgétaire restrictive qui cible prioritairement, partout en Europe, la diminution des moyens et des effectifs publics, et les effets de cette politique tant sur le nombre et la qualité des services publics (de moins en moins) offerts, que sur leur accessibilité et la cohésion sociale effilochée qui en résulte?

HERMANN-DEBROUX, TON UNIVERS IMPITOYABLE, TON NOM QUI SONNE LE GLAS

Est-il politiquement plus « neutre » ou idéologiquement moins « engagé » pour le journalisme d'actualité contemporain de ne pas établir ces rapports de cause à effet? Et de rabattre, ainsi, la responsabilité de démarche sur le public? On supposerait, dans cette hypothèse, que celui-ci est tout à la fois suffisamment éclairé pour le faire lui-même mais insuffisamment intéressé par la politique pour que l'on prenne le risque de l'ennuyer en le faisant pour lui? Résultat? Une information littéralement *dépolitisée*, dont les protagonistes, sorte de héros récurrents, évoluent en apesanteur sociale. Une information privée du sens politique que produit l'exposition des croisements, des associations (non abusives), des transversalités.

Pareil travail de « médiation », c'est pourtant bien aux « médias », littéralement, qu'il incombe. Ce travail de décorticage des éléments qui constituent le tout – ce qui est la définition de l'analyse – et de reformulation de la complexité en une « simplicité » accessible, des émissions de radio le font encore, particulièrement sur la chaîne publique. Et, parfois, la presse écrite.

À défaut de mettre en lumière la raison et les interactions de la conflictualité sociale, on fait apparaître le conflit qu'est la grève comme une manifestation, aveuglante, de violence gratuite : la grève comme pulsion animale pour embêter le monde. L'image s'impose parce que le lien ne peut se faire avec la dynamique générale de la négociation sociale, dont il n'est pour ainsi dire jamais question dans l'information. Ou alors de manière très marginale.

Or, en Belgique, la concertation sociale permet de résoudre bien des problèmes et de désamorcer quantité de sources de conflit. Ce qui autorise à dire qu'en général les relations sociales, en Belgique, fonctionnent plutôt bien. Mais dans la mesure où n'en rend tout à fait visible que les échecs que sont les grèves, le public peut avoir l'impression du contraire : à savoir que le climat social est pourri en Belgique. À l'instar du climat politique dont, pareillement, la médiatisation ne donne pour ainsi dire à voir que les emportements et les affrontements, plus rarement les consensus qui se tissent via la négociation politique permanente entre gouvernants et entre parlementaires.

COMME S'IL Y AVAIT FÉCONDATION DU REGISTRE DE CAUSALITÉ PAR CELUI DES EFFETS

Comment s'étonner, alors, que le discours médiatique majoritaire et ses dispositifs contribuent à conforter les idées reçues antipolitiques et antisyndicales, et que celles-ci, à leur tour, nourrissent les représentations mentales qui font l'essence du poujadisme politique que l'on appelle aujourd'hui « populisme » : mépris pour les « politiciens » et les « fonctionnaires », méfiance envers les élites et les intellectuels, rejet de l'impôt et dénonciation de la gabegie des pouvoirs publics, défiance envers les institutions publiques, croyance en la supériorité du marché... Mais de quoi parle-t-on en première instance ? D'un populisme populaire ? Ou d'un populisme médiatique ? L'œuf ou la poule ?

Comment s'étonner, aussi, que, privé de son sens, le mouvement de grève de la CGSP puisse sembler ou être décrété « illisible » et son action « désordonnée » ? Ce qu'ont déploré nos deux éditorialistes en invoquant le « malaise syndical » confronté à l'inflexibilité gouvernementale. La logique empruntée, à vrai dire, est vraiment borderline, si pas perverse. Pour en saisir le propos, c'est par ici...

La grève est dite peu compréhensible, alors même que les médias centraux renoncent, dans leur ensemble, à en expliquer les tenants et aboutissants. Faute de cet éclairage, il ne reste que le paradigme omniprésent du « chaos » automobile redouté. Ce qui nous amène à constater l'existence d'une homologie entre l'anticipation médiatique annoncée du chaos sur les routes, et la critique éditorialisante d'une grève elle-même désordonnée ou... chaotique. Voulue ou purement aléatoire, cette homologie indique que tout a pu se passer, dans le processus de production médiatique d'ensemble, comme s'il y avait eu fécondation du registre de causalité de la grève par celui des effets.

Par ailleurs, l'argument du « désordre » interne n'est pas neuf. Le 24 juin 2016, *La Libre* proposait le titre suivant en *Une* : « La FGTB, un syndicat déchiré par les divisions internes ». Le titre de l'article qui développait le sujet en pages intérieures était, lui, déjà plus nuancé : « Derrière l'unité dans l'action, un syndicat partagé ». Au-delà des nuances, on ne peut que faire le rapprochement entre hier et aujourd'hui dans la manière de rendre compte des luttes syndicales... ou d'une partie d'entre elles au moins : on est bien dans le contexte d'un traitement éditorial cognitif qui délégitime, voire stigmatise, les acteurs sociaux et les formes de résistance qu'elles essaient tant bien que mal de mettre en œuvre.

« LES CONTENUS SONT “BOUFFONNISÉS” POUR QUE ÇA FASSE UN PEU DE BUZZ »

C'est là, à nos yeux, tout le « malaise médiatique » actuel. À force de sacrifier aux hyperboles guerrières ou terroristes du type « prise des usagers en otage », à force de surexposer les désagréments amenés par une action syndicale pour mieux sous-exposer la teneur de celle-ci, les médias en arrivent à surjouer, presque systématiquement leur présentation de l'actualité pour tenter de « *vaguement intéresser* » leurs audiences, comme le pointe Cynthia Fleury dans une interview récente du *Soir*. Et la philosophe et psychanalyste française de porter le fer dans la plaie : « *Les contenus sont “bouffonnisés” pour que ça fasse un peu de buzz, que ça ramène un peu de sous* ». Impératifs économiques obligent, les médias n'auraient-ils d'autre choix ?

En préférant les effets, anecdotiques, aux causes, politiques, en privilégiant les sujets consensuels « vendeurs » et en rejetant les « causes difficiles », la médiatisation globale n'est pas loin d'épouser, sans le savoir, la conviction du grand théoricien du néolibéralisme Friedrich von Hayek, selon qui la conflictualité (sociale ou politique) nuit à l'efficacité de la prise de décision. Soit le principe exact du discours de la nocivité de la grève pour le commerce et l'activité, pour l'image du pays, pour l'attractivité de l'économie du pays, de la Wallonie en particulier, vis-à-vis des investisseurs (privés). Discours rabâché par les milieux d'affaires et par les partis de droite, le chef de gouvernement MR en tête. Discours répercuté, dans une relation presque incestueuse, par les organes classiques d'information.

Ceux-ci choisissent de traquer les moindres failles des actions sociales menées par les organisations syndicales, de dénoncer, plus que de critiquer, leurs choix et comportements tout en sous-estimant complètement la difficulté à pratiquer le contre-pouvoir. On est loin, bien loin, si loin, de la conception de Naomi Klein qui fait des cheminots en grève « *les activistes du climat du 21^e siècle* »...